

Sommet humanitaire mondial de 2016

Le premier sommet humanitaire mondial, prévu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul (Turquie), réunira des représentants des gouvernements, des entreprises et de la société civile du monde entier, pour réfléchir à la manière d'améliorer l'intervention humanitaire dans un contexte de plus en plus difficile. Lors de la période de session plénière de mai, il est prévu que la Commission et le Conseil présentent la stratégie de l'Union européenne en vue de ce sommet.

Un système humanitaire soumis à rude épreuve

À la veille du sommet humanitaire mondial, le constat général est peu réjouissant: le système humanitaire est [saturé](#), et son amélioration est littéralement une question de vie ou de mort pour des millions de personnes. Au cours des dernières années, le système a en effet été confronté à des crises humanitaires prolongées et plus fréquentes touchant [un nombre record de personnes](#) et il n'a réussi que partiellement à y faire face: en 2016, plus de 89,3 millions de personnes ont besoin d'assistance dans 37 pays; parmi eux, près de 60 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, sont déplacées en raison de conflits. Malheureusement, si la tendance se poursuit, un grand nombre des besoins ne seront pas satisfaits. En effet, malgré l'augmentation des dépenses humanitaires en valeur absolue, l'écart entre les besoins et les ressources disponibles se creuse chaque année. En 2014, les dépenses au titre de l'aide humanitaire mondiale se sont élevées à [24,5 milliards de dollars](#); toutefois, on estime que le déficit de financement global a atteint 40 %. Ce déficit est encore plus important dans les cinq cas où le [sous-financement](#) est le plus prononcé (Gambie, région du Sahel, Sénégal, Soudan du Sud et Djibouti).

Outre le [déficit de financement](#), plusieurs autres problèmes graves ont été abordés lors du processus de préparation du sommet humanitaire mondial, mené durant deux ans sous l'égide des Nations unies et qui a mobilisé plus de 15 000 personnes lors d'une série de réunions régionales et thématiques et de débats en ligne. Les principaux points qui mériteraient une réforme sont notamment les suivants: la [coordination entre les diverses agences des Nations unies](#) dont les responsabilités se chevauchent; l'intégration des donateurs non occidentaux dans le système humanitaire; une meilleure implication des [ONG locales](#) dans l'évaluation des besoins et l'acheminement de l'aide; l'incidence des mesures antiterroristes sur le travail humanitaire (par exemple sur les virements de fonds); le besoin de sources de financement innovantes; et les difficultés d'accès aux zones de conflit.

Programme du sommet et méthodes de travail

Près de 5 000 participants sont attendus: chefs d'État ou de gouvernement, représentants des populations touchées par des crises, chefs d'entreprises du secteur privé, organisations multilatérales et ONG internationales et nationales, représentants de la jeunesse, de la société civile, du secteur civilo-militaire et du monde universitaire. La délégation de l'Union européenne comptera un certain nombre de députés européens. Le sommet sera structuré autour de sept [tables rondes réunissant des dirigeants de premier plan](#) (voir ci-dessous), ouvertes à toutes les principales parties prenantes et axées sur les principaux défis recensés dans l'[agenda pour l'humanité](#) de février 2016 du Secrétaire général de l'ONU, [15 sessions spéciales](#) sur les thèmes spécifiques qui se sont dégagés lors du [processus de consultation](#) et un [volet pour les dirigeants](#), qui consistera en une réunion plénière réservée aux chefs d'État ou de gouvernement.



1. Table ronde sur le thème "Initiatives politiques pour éviter les conflits et y mettre fin"
2. Table ronde sur "Le respect des normes qui protègent l'humanité" (renforcer le respect du droit humanitaire international et des droits de l'homme)
3. Table ronde sur le thème "Ne laisser personne de côté: un engagement à agir dans les situations de déplacements forcés"
4. Table ronde sur "Les jeunes filles et les femmes: agir comme un catalyseur pour parvenir à l'égalité hommes-femmes"
5. Table ronde sur "Une gestion différente des risques et des crises"
6. Table ronde sur "Changer la vie des citoyens: passer de la mise à disposition de l'aide nécessaire à une situation où les besoins n'existent plus"
7. Table ronde sur "Le financement: investir dans l'humanité"

Les [orientations fournies en prévision des tables rondes et des sessions extraordinaires réservées aux dirigeants de premier plan](#) précisent que, lors des différentes réunions, les participants auront la possibilité de s'aligner sur les [engagements essentiels](#) proposés pour chaque table ronde ou de proposer d'autres engagements concrets sur le fond, qu'ils soient politiques, opérationnels, législatifs ou financiers, qui seront ensuite repris dans le document final sur les engagements en matière d'action.

Position de l'Union européenne

Les priorités de l'Union étaient énoncées dans la [communication de la Commission](#) intitulée "Préparatifs en vue du Sommet humanitaire mondial: un partenariat mondial pour une action humanitaire fondée sur des principes et efficace". Ce document, datant de septembre 2015, contient des recommandations concrètes [regroupées](#) en sept domaines d'action répartis selon deux grandes priorités.

Priorité I: une action humanitaire fondée sur des principes	Priorité II: une action humanitaire efficace
<p>1. Réaffirmer les valeurs humanitaires (dignité, intégrité et solidarité) et les principes (humanité, neutralité, impartialité et indépendance) comme des outils nécessaires pour atteindre l'objectif commun de sauver des vies et de mettre fin à la souffrance humaine.</p> <p>2. Garantir un accès à l'aide en s'engageant dans un dialogue avec les parties en conflit, en adoptant un cadre juridique et politique approprié et en accroissant l'aide apportée dans les régions reculées et dans les zones dangereuses.</p> <p>3. Placer davantage la protection au cœur de l'action humanitaire afin d'éviter les discriminations, les abus ou les menaces pour la vie humaine, en particulier des groupes les plus vulnérables comme les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées, en coopération avec les défenseurs des droits de l'homme.</p>	<p>4. Parvenir à un consensus sur les principes fondamentaux de l'efficacité de l'aide humanitaire qui requiert la collecte de données systématiques et complètes sur les besoins, les capacités et les fonds disponibles, le risque, la qualité et les résultats des actions humanitaires et l'obligation de rendre des comptes à la population touchée.</p> <p>5. Garantir la subsidiarité et la solidarité en renforçant le partenariat avec les acteurs nationaux, locaux et régionaux.</p> <p>6. Assurer un financement efficace et suffisant fondé sur une réforme et une coordination des appels au financement et une amélioration de la participation des nouveaux donateurs (pays à revenu intermédiaire, donateurs privés).</p> <p>7. Nouer un partenariat avec les acteurs du développement en particulier dans les crises prolongées.</p>

Se félicitant de la communication de la Commission, le [Conseil](#) a confirmé, en décembre 2015, que l'Union mettait avant tout l'accent sur la préservation de la nature impartiale, neutre et indépendante de l'action humanitaire, qui ne devrait pas être compromise par le lien nécessaire entre le financement et la programmation de l'aide humanitaire, d'une part, et du développement, d'autre part. L'un des principaux résultats attendus du sommet humanitaire mondial est un engagement collectif à préserver l'accès à l'aide humanitaire et le respect du droit humanitaire international.

La [résolution du Parlement européen du 16 décembre 2015](#) sur les préparatifs en vue du sommet humanitaire mondial invite l'Union européenne à promouvoir le "consensus mondial pour l'action humanitaire", qui devrait être fondé sur les principes humanitaires, les obligations liées au droit international et la protection fondée sur les droits de l'homme. Le Parlement souligne que les engagements pris lors du sommet humanitaire mondial devraient faire l'objet d'un suivi, sur la base de la feuille de route

de cinq ans qui sera annexée au document final. Le Parlement européen est également favorable à une réforme de l'ONU pour contribuer à renforcer les infrastructures humanitaires internationales et insiste sur la nécessité de veiller à la cohérence entre les différents cadres internationaux (notamment les [objectifs de développement durable](#) et [l'accord de Paris](#) de la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP21), signé à New York le 22 avril 2016).

Quelles sont les prochaines étapes?

S'ils reconnaissent que le processus de consultation a été ouvert et sans exclusive, [certains](#) observateurs sont déçus du manque de cohérence, de détermination et d'objectifs réalisables des résultats obtenus. Médecins Sans Frontières [constate](#) également que le processus de consultation ne parvient pas à dépasser les solutions techniques.

L'un des principaux [défis](#) à relever lors du sommet humanitaire mondial sera en effet de transformer une longue série de discussions distinctes, menées entre différentes parties prenantes, sur des sujets disparates, en un seul programme cohérent propre à enclencher une dynamique. Bien que [l'Union européenne](#) ait réaffirmé son souhait d'aller au-delà d'une compilation d'engagements, afin de dégager une vision commune des priorités humanitaires au niveau mondial, certains [craignent](#) un infléchissement des priorités de l'Union dû à la crise migratoire qu'elle traverse actuellement. En effet, l'accord global d'accueil des réfugiés, qui propose un soutien financier aux pays hôtes et un ensemble de mesures pour aider les réfugiés à se réinstaller et à s'intégrer dans la société d'accueil, sera un thème brûlant du sommet humanitaire mondial.

Le sommet humanitaire mondial semble limiter sa portée à un examen des méthodes de travail des Nations unies. Il est donc peu probable que soit abordé le problème essentiel des réformes approfondies de la structure obsolète et inefficace d'intervention des Nations unies.

En ce qui concerne le déficit de financement, le [rapport du groupe de haut niveau sur le financement humanitaire](#) contient plusieurs solutions novatrices pour encourager de nouveaux donateurs à apporter une contribution, telles qu'un prélèvement de solidarité volontaire, l'utilisation de la finance sociale islamique, ainsi que des mesures visant à améliorer l'acheminement de l'aide. Le principal défi consistera cependant à mettre en œuvre ces propositions, sans que les bailleurs de fonds traditionnels n'en fassent un prétexte pour ne pas augmenter leur assistance humanitaire.